



SOS SAHEL active auprès de l'Alliance Sahel

18 mois après son lancement, l'Alliance Sahel poursuit son action dans la zone. Initiée par la France et l'Allemagne, soutenue par 12 bailleurs, cette Alliance a pour objectif de soutenir financièrement les projets prioritaires définis par le G5 Sahel (Mauritanie, le Mali, le Burkina Faso, le Niger et le Tchad) en vue de promouvoir la stabilité et le développement durable dans la région.

Consciente des enjeux et de l'importance du travail en synergie pour accélérer le changement, SOS SAHEL, mandatée par le gouvernement du Mali, est engagée auprès de l'Alliance Sahel dans le cadre du Programme de relance économique pour l'Est et le Centre du pays.

L'Initiative Verte de SOS SAHEL

- **Dupliquer nos solutions pour un impact à grande échelle**

Alors que les défis sécuritaires, économiques et sociaux restent prégnants, nos solutions, largement éprouvées depuis plus de 40 ans, nécessitent aujourd'hui un changement d'échelle dans leur mise en œuvre afin de démultiplier leur impact dans la région.

Les opportunités de développement au Sahel sont nombreuses mais insuffisamment exploitées dans une zone où 80% des exploitations agricoles sont familiales et produisent 90% de la nourriture consommée localement.

Ainsi, notre **Initiative Verte** a pour but d'optimiser les impacts de nos actions et favoriser une croissance économique globale dans l'ensemble de la région, en développant notamment des moyens de subsistance adaptés au contexte sahélien et en permettant de créer de nouvelles opportunités économiques, surtout pour les femmes et les jeunes.

- **Quelles actions pour quels résultats ?**

Menée simultanément en Mauritanie, au Sénégal, au Mali, au Burkina Faso, au Niger et au Tchad, l'**Initiative Verte** vise la professionnalisation et la modernisation de l'agriculture ainsi que la diversification de l'économie rurale.

La production et la commercialisation de la gomme arabique, le développement de la petite irrigation et de l'horticulture, l'essor de l'agroforesterie et le développement de la filière laitière, sans compter la production et la commercialisation du fonio, sont autant de mesures qui participeront à un changement pérenne.

Au Burkina Faso, 100 000 emplois pourront être créés, 16 800 au Sénégal, plus de 26 000 au Mali, 10 800 au Tchad, plus de 6000 en Mauritanie, et les agriculteurs et agricultrices seront en mesure d'anticiper les demandes et leurs besoins et ainsi s'assurer un quotidien plus serein.